

— salaire égal pour travail égal de l'ouvrier et de l'ouvrière ;

— non-intervention de la police dans l'organisation syndicale.

Depuis lors, la situation s'est encore aggravée au cours de l'année 1952. Par suite de la crise dans l'industrie textile, un pourcentage élevé d'ouvriers a été licencié. 24.000 ouvriers qui avaient cessé le travail pour les autorités britanniques dans la zone du Canal de Suez au cours des troubles d'octobre 1951, restent en chômage malgré les promesses du gouvernement égyptien de s'occuper d'eux. 6.000 ouvriers, employés par l'armée égyptienne, ont été licenciés parce qu'ils réclamaient un statut égal à celui des ouvriers des services publics. De nombreuses firmes continuent à refuser de payer la prime de vie chère, notamment la compagnie des chemins de fer du Delta, qui fut paralysée pendant un mois par la grève des cheminots. Dans les provinces, 20.000 ouvriers des transports ont menacé d'arrêter le travail le 27 juillet, parce que les patrons essayaient de faire baisser les salaires au moyen de licenciements massifs (la grève a été remise par suite du coup d'Etat). Voilà quelques-uns des conflits de travail les plus importants qui ont éclaté au cours des dernières semaines.

Mais l'événement le plus important, ce fut le conflit dans la ville du textile de Kafr el-Dawar, près d'Alexandrie, où 8.000 ouvriers travaillent dans les filatures et tissages de la compagnie *Misr*. Le 13 août les travailleurs cessèrent le travail et déposèrent notamment les revendications suivantes :

— éloignement de quelques directeurs influents de la compagnie ;

— élections libres de la direction du syndicat ouvrier, dont le siège doit être transposé en dehors de l'usine ;

— adaptation de la prime de vie chère des ouvriers sur celle des fonctionnaires ;

— augmentation des salaires ;

— pas de licenciements.

Une partie de ces revendications n'est pas nouvelle, mais l'éclatement de la grève fut étroitement lié à l'abdication du roi, avec lequel deux des propriétaires de l'entreprise étaient fort intimes : Hafez Affi, chef du cabinet du roi, et Elias Andraus, gérant des investissements du roi (un paquet d'actions étrangères d'une valeur d'un million de livres que Farouk avait achetées devait être trouvé plus tard dans un coffre-fort du bureau des usines à Kafr el-Dawar).

Immédiatement, 6.000 ouvriers de la *Filature Nationale* à Moharram Bey, autre faubourg d'Alexandrie, se solidariserent avec les ouvriers de Kafr el-Dawar. Ils avaient déjà réclamé auparavant le paiement de la prime de vie chère, le réembauchage des ouvriers licenciés et la dissolution de la direction syndicale nommée par le patron. Mais la grève

des ouvriers exaspérés de Kafr el-Dawar fut bientôt conduite par des provocateurs dans des voies dangereuses pour le mouvement ouvrier égyptien : quelques incendies donnèrent à l'armée un prétexte pour intervenir. Il en résulta une bataille sanglante entre les ouvriers et l'armée qui coûta plusieurs morts et de nombreux blessés. Les provocations permirent également à l'armée d'écraser dans le sang la grève de solidarité des ouvriers de Moharram Bey.

De tous les coins de l'Egypte et du Soudan arrivèrent des télégrammes de solidarité des syndicats ouvriers, qui condamnèrent les provocations et exigèrent le droit pour les ouvriers de constituer des syndicats libres et autonomes. Mais beaucoup d'ouvriers conservent encore des illusions que Neguib prendra leurs intérêts à cœur et permettra la constitution de syndicats libres — de même qu'ils avaient nourri dans le passé des illusions du même genre envers le Wafd. Mais Neguib montra déjà pendant le premier mois de sa dictature que, si la pression croissante de la lutte de classe l'oblige à faire des promesses et même occasionnellement à appeler son gouvernement « gouvernement ouvrier et paysan », il se distingue des gouvernements qui l'ont précédé par le fait qu'il prend des mesures plus rigoureuses et qu'il agit de façon plus rapide et plus énergique. Il a augmenté les impôts sur les revenus élevés, mais en même temps, une des premières actions de son gouvernement fut d'augmenter les impôts indirects (tous les droits douaniers *ad valorem* et l'impôt sur le tabac). Afin d'opérer un simulacre de « progrès social », tous les mendiants du Caire ont été éloignés de la capitale et enfermés dans un camp de concentration. La seule loi accordée aux ouvriers jusqu'à maintenant, ce ne fut ni la liberté d'association ni l'augmentation des salaires, mais la constitution de commissions d'arbitrage obligatoire entre ouvriers et patrons, et la création d'un nouveau bureau de lutte contre le communisme, qui remplaça immédiatement la police politique disoute lors du coup d'Etat.

Il est pourtant douteux que Neguib puisse honorer la traite qu'il a émise à l'impérialisme contre l'avance d'aide militaire et économique ; à savoir la répression du « communisme », c'est-à-dire de la force croissante de la classe ouvrière égyptienne. Au moment où nous écrivons ces lignes, les ouvriers des transports du Caire et de la province menacent de proclamer dans les jours qui viennent la grève qu'ils avaient reculée lors du coup d'Etat. Comme Neguib n'a pas modifié les fondements de la structure sociale d'Egypte et n'a aucune intention de le faire, il ne lui reste aucun autre moyen pour éviter les grèves que l'emploi de la force militaire. Et les ouvriers égyptiens ont montré dans le passé qu'ils ont su souvent défier cette force de l'armée.